

BE-A0525_715992_715775_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Forville. Dépôt 2016



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Sélections et éliminations.....	15
Accroissements/compléments.....	16
Mode de classement.....	16
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	19
I. Généralités.....	19
A. Conseil communal.....	19
1 - 3 Registres aux délibérations. 1898-1976.....	19
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	19
C. Correspondance générale.....	19
II. Organisation et personnel.....	20
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	20
1. Suppression.....	20
2. Territoire.....	20
3. Sceau.....	20
4. Participation à des organismes de coopération intercommunale.....	20
B. Organisation et membres des organes politiques.....	20
1. Conseil communal.....	20
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
3. Bourgmestre.....	21
C. Personnel des services.....	21
1. Statut du personnel, traitement et autres règlements.....	21
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	21
3. Dossiers du personnel.....	22
23 - 28 Dossiers personnels des agents communaux. 1948-1983.....	22
D. Archives.....	22
III. Gestion du patrimoine.....	23
A. Biens immobiliers.....	23
B. Biens mobiliers.....	23
IV. Finances et fiscalité.....	25
A. Généralités.....	25
B. Comptabilité du secrétariat.....	25
1. Budgets et annexes.....	25
42 - 45 Budgets. 1947-1976.....	25
2. Registres de comptabilité.....	25

3. Emprunts.....	25
49 - 50 Registre des emprunts. 1948-1971.....	25
4. Placements.....	26
C. Comptabilité du receveur.....	26
1. Registres de comptabilité.....	26
55 - 74 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1949-1976.....	26
2. Comptes et pièces justificatives.....	28
76 - 79 Comptes de l'exercice. 1946-1976.....	28
80 - 86 Pièces justificatives du compte de l'exercice. 1947-1976.....	28
3. Entrée en fonction du receveur.....	28
4. Impositions et taxes.....	29
a. Impôts communaux.....	29
b. Impôts d'État.....	29
V. État civil.....	30
A. Cimetières.....	30
B. Autres documents concernant l'état civil.....	30
VI. Population.....	31
A. Registres des entrées et des sorties.....	31
101 - 102 Registres des entrées. 1900-1976.....	31
B. Recensements et autres états de la population.....	31
104 - 107 Statistiques annuelles sur le mouvement de la population. 1948-1976.....	31
C. Polices des étrangers.....	31
VII. Affaires électorales.....	33
A. Listes électorales et listes dérivées.....	33
114 - 118 Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et conseils communaux. 1961-1978.....	33
B. Dossiers des élections.....	33
120 - 122 Dossiers des élections communales. 1952-1965.....	33
VIII. Affaires militaires et guerres.....	34
A. Service militaire.....	34
123 - 153 Dossiers de levées de milice. 1923-1979.....	34
B. Mesures en temps de guerre.....	36
IX. Ordre et sécurité publics.....	37
A. Police rurale.....	37
1. Équipement.....	37
2. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	37
3. Missions de police judiciaire.....	37
B. Service d'incendie.....	37
1. Généralités.....	37
2. Exécution des tâches.....	37
165 - 166 Dossiers consécutifs aux visites de préventions réalisées par le Service régional d'incendie. 1971-1974.....	37
X. Santé publique.....	39
A. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	39
167 - 171 Dossiers des établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1964-1977.....	39
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	40
A. Généralités.....	40
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	40

1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	40
2. Bâtiments affectés à l'enseignement.....	40
3. Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse, tourisme.....	41
182 - 183 Dossier concernant les travaux d'aménagement d'un bâtiment sis à Seron, rue de la Chapelle, en salle des fêtes. 1971-1975.....	41
4. Bâtiments affectés au culte.....	41
5. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	42
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts).....	42
1. Généralités.....	42
2. Voirie communale et vicinale.....	43
3. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	45
D. Travaux concernant les concessions de voirie pour les services d'utilité publique.....	46
1. Distribution d'eau.....	46
2. Distribution d'électricité et éclairage public.....	46
E. Aménagement du territoire.....	46
1. Plans de secteur.....	46
2. Permis de bâtir.....	46
XII. Enseignement.....	47
A. Généralités.....	47
B. Bâtiments.....	48
C. Équipement.....	48
D. Personnel.....	48
250 - 277 Dossiers personnels. (1923) 1955-1979.....	48
E. Finances.....	50
F. Activités éducatives ordinaires.....	50
G. Activités scolaires spéciales.....	51
XIII. Culture, sport et divertissements.....	52
A. Culture.....	52
B. Sport, divertissements, festivités, activités pour la jeunesse, tourisme.....	52
XIV. Développement de la vie économique.....	54
A. Agriculture et sylviculture.....	54
B. Élevage.....	54
XV. Mesures sociales.....	55
A. Généralités.....	55
B. Aide à l'enfance.....	55
C. Aide aux personnes âgées.....	55
D. Aide aux chômeurs.....	55
E. Pensions.....	56
315 - 316 Registre ayant trait aux pensions de vieillesse contenant les inscriptions sans enquête et les inscriptions après enquête sur les ressources. 1957-1975.....	56
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	57
A. Bureau de bienfaisance.....	57
B. Commission d'assistance publique.....	57
1. Généralités.....	57
2. Personnel.....	57
319 - 320 Dossiers concernant les nominations, l'installation et les démissions de membres de la Commission d'assistance publique. 1931-1967.....	57
3. Patrimoine.....	58
4. Finances.....	58

a. Comptabilité du secrétariat.....	58
333 - 337 Budgets. 1936-1977.....	58
b. Comptabilité du receveur.....	59
340 - 345 Comptes. 1927-1976.....	59
346 - 351 Pièces justificatives du compte. 1946-1967.....	59
5. Exécution des tâches.....	60
XVII. Fabrique d'église de la Paroisse Saint-Lambert.....	61
A. Personnel.....	61
B. Patrimoine.....	61
C. Finances.....	61
359 - 360 Budgets. 1961-1977.....	61
361 - 363 Comptes. 1959-1976.....	61
D. Obligations communales vis-à-vis de la paroisse.....	61

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune de Forville. Dépôt 2016

Période:
1886 - 1983

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.674

Etendue:

- Etendue inventoriée: 5.80 m
- Numéros: 365.00

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et non sensibles du point de vue de la vie privée sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et sensibles du point de vue de la vie privée, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Il est admis que les archives de plus de 100 ans ne sont plus sensibles du point de vue de la vie privée.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Forville

HISTORIQUE

Sous l'Ancien Régime, Forville et ses dépendances (Seron, Séressia et Gochenée) font partie du ban de Meeffe et constituent une enclave liégeoise dans le comté de Namur. Cette situation entraîne des contestations entre la principauté de Liège et le comté de Namur. Elles débouchent sur la fixation des limites en 1756-1777 par la Jointe des terres contestées ¹.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion à la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, la section cantonale de Forville dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Pontillas, chef-lieu de canton, constitue la municipalité de canton ². En application de la loi concernant la division du territoire français et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Forville devient une commune à part entière.

La commune fait partie du canton judiciaire de Héron, de l'arrondissement administratif de Huy dans le département de l'Ourthe (1796-1814) puis de la province de Liège (à partir de 1815). La loi du 20 décembre 1823 a transféré la commune dans le canton judiciaire de Dhuy (devenu canton d'Éghezée en 1848). En conséquence, Forville relève à partir de 1823 de l'arrondissement judiciaire de Namur dans la province homonyme ³.

Au niveau de la milice, Forville relève successivement des cantons de Héron (1817-1824), d'Éghezée (1824-1870), d'Éghezée B (1870-1913) puis à nouveau d'Éghezée à partir de 1913 ⁴.

D'un point de vue économique, au milieu du XXe siècle, la commune " forme une belle agglomération comprenant fermes, brasserie, gare de vicinal, maisons de commerçants, de cultivateurs et d'ouvriers " ⁵. Elle est aussi fortement tournée vers l'agriculture. Au début du XXe siècle, les exploitations agricoles sont en général de petite taille tandis qu'on relève trois grosses fermes : la ferme de Thiribut (125 ha), la ferme de Séressia (74 ha) et la ferme

1 Hasquin H., Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1, Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 509-510.

2 Réunissant les sections Bierwart, Forville, Franc-Waret, Hingeon, Landenne, Marche-les-Dames, Namêche, Noville-les-Bois (jusque 1796), Pontillas, Tillier, Vezin et Waret-l'Évêque. Voir : VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, vol. 1, p. 412.

3 Idem, vol. 1, p. 528-529.

4 Idem, vol. 2, p. 810-811.

5 De Seyn E., Dictionnaire historique et géographique des communes belges, Turnhout, s.d., p. 414.

de Forville (100 ha) ⁶.

La commune comporte un château à Seron, qui a été un temps propriété communale. Il s'agit anciennement de " la maison du comte ", ancien siège de la seigneurie hautaine ⁷. On relève également la présence de l'église Saint-Lambert (1793), la chapelle de Seron (1856) et les trois tumuli de Seron des 1er et 2e siècles.

La population de la commune va croître de manière continue à partir de 1800 mais va connaître un tassement au cours du XXe siècle. En 1801, on compte 690 habitants, en 1830, 994, en 1910, 1184, en 1961, 1027 et en 1976, 959 ⁸. La superficie de la commune est de 1209 hectares tandis que l'altitude mesurée au seuil de l'église est de 173,50 mètres ⁹.

Le 1er janvier 1977, la commune de Forville est fusionnée avec les communes de Bierwart, Cortil-Wodon, Franc-Waret, Hemptinne, Hingeon, Marchovelette, Noville-les-Bois, Pontillas et Tillier pour former l'actuelle commune de Fernelmont ¹⁰. Ce nouveau nom est inspiré d'un donjon féodal situé à Noville-les-Bois où se situe l'administration communale d'après-fusion.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le pouvoir communal est, par sa nature, limité aux intérêts strictement locaux. L'article 49 du décret relatif à la constitution des municipalités du 14 décembre 1789 précise que les corps municipaux auront deux fonctions principales à remplir : les unes propres au pouvoir municipal, les autres propres à l'administration générale de l'État que celui-ci leur délègue.

Il ne peut être question, dans l'introduction du présent inventaire, de reprendre en détail les compétences spécifiquement confiées aux communes et leur évolution (voir ci-dessous les 17 principales rubriques du cadre de classement utilisé pour les archives communales). Reprenons simplement l'article 50 du décret susmentionné : " Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics " ¹¹. Ces attributions ont peu évolué au cours des XIXe et XXe siècles, du moins d'un point de vue strictement juridique. Ces fonctions et attributions seront explicitées et précisées par la loi communale du 30 mars 1836, qui règle aussi

6 Hasquin H., loc. cit.

7 Idem.

8 Idem.

9 De Seyn, loc. cit., p. 414.

10 Arrêté royal portant fusion de communes et modification de leurs limites. Rapport au Roi, dans *Moniteur belge*, 145e année, n° 185, 25 septembre 1975.

11 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

le mode de désignation des conseillers, bourgmestre et échevins. Pendant plus de 150 ans ¹², la législation ne connaîtra pas de changements fondamentaux.

ORGANISATION

Nous ne développerons pas ici l'organisation d'une administration communale en général ¹³. Quant à celle de l'ancienne commune de Forville en particulier, elle reste encore à étudier.

Pour ce faire, le chercheur dispose de différentes sources. Les archives de l'Administration provinciale de Namur partiellement déposées aux Archives de l'État à Namur (essentiellement pour le XIXe siècle) et, pour le reste, conservées au Palais provincial, contiennent toute une série de dossiers d'exercice de la tutelle, notamment sur la commune de Forville. Les registres aux délibérations du Conseil communal constituent aussi une source importante de première main pour l'histoire de la commune.

Différentes sources imprimées sont également disponibles. Il s'agit notamment du *Mémorial administratif de la Province de Namur*, puis *Bulletin provincial*, de l'*Almanach de Namur et du Département de Sambre-et-Meuse*, puis de la *Province de Namur*(depuis 1796) et de l'*Almanach royal*(1840-1939). Le lecteur y trouvera, année par année, des informations telles que la liste des bourgmestres, échevins et conseillers, le nom du secrétaire et du receveur communal, ceux du commissaire de police, du garde champêtre et des cantonniers, le nombre d'habitants ou encore le montant du cens électoral.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'histoire des archives de la commune de Forville est peu documentée. Le dossier central des Archives de l'État à Namur nous apporte quelques informations. En 1967, le conservateur chargé d'une mission d'inspection G. Betermans s'est rendu à la maison communale et y a préparé des documents en vue de leur transfert aux Archives de l'État. Il s'agissait de registres de la population (1847-1920), de tables des registres paroissiaux (1724-1797), des entrées (1897-1901) et sorties (1892-1901) de la population, des procès-verbaux du collège (1891-1912), de la correspondance (1837-1891), des procès-verbaux du conseil (1847-1898), des matrices cadastrales (1868-1918) et de l'atlas des cours d'eau (1883). Ces archives ont fait l'objet d'une convention de dépôt en date du 17 mars 1967. Aucun autre renseignement

12 Jusqu'à la nouvelle loi communale, codifiée par l'arrêté royal du 24 juin 1988, ratifié par la loi du 26 mai 1989 (Moniteur belge du 3 septembre 1988).

13 Consulter notamment : WYVEKENS H., Nouveau commentaire de la loi communale du 30 mars 1836 modifié par les lois postérieures et des dispositions du code électoral du 18 mai 1852 qui concernent la commune, Bruxelles, 1875, 2 vol. ; MACAR A., Les institutions communales, dans Les Nouvelles. Lois pratiques et administratives, t. 1, Bruxelles, 1933, p. 225-745 ; ou encore, la synthèse de M. VAN AUDENHOVE, Histoire des finances communales dans l'évolution économique, financière et sociale de la Belgique, 1818-1985, Bruxelles, 1990, 2 vol.

n'est disponible pour cette commune avant la fusion des communes de 1977. Après fusion, c'est à la commune de Fernelmont qu'il incombe d'assumer la conservation des archives de l'ancienne commune de Forville. En 1977, le rapport d'inspection de l'archiviste Cécile Douxchamps-Lefèvre nous apprend qu'une partie des archives a été rassemblée à Cortil-Wodon : l'état civil, les registres de population et " les dossiers indispensables à la gestion communale qui y sont acheminés au fur et à mesure ". Le reste des archives se trouve alors encore dans les anciennes maisons communales.

Au début des années 1980, la commune a acquis une vaste demeure à Noville-les-Bois pour y aménager sa maison communale. Les archives des anciennes communes y ont été rassemblées.

En 1991, l'inspection est menée par Françoise Jacquet-Ladrier qui relève que l'ensemble des archives est alors classé suivant la classification décimale de la firme UGA.

En 2011, Emmanuel Bodart, dans son rapport d'inspection, indique ce qui suit : il n'y a pas de gestion intégrée des archives ; pour les anciennes communes, les documents sont accessibles sur demande mais la procédure n'est pas adaptée ; chaque service gère les archives qu'il produit. En ce qui concerne les locaux de conservation, les greniers sont globalement satisfaisants malgré une forte exposition à la lumière naturelle, une absence de nettoyage et des différences de température sans doute marquées. Les caves sont, quant à elles, trop humides et des champignons se sont développés sur certaines boîtes qui devront subir un traitement. La question du manque de place se pose également, empêchant un accès aisé à certaines boîtes et risquant de produire une surcharge.

Le 12 novembre 2015, le Conseil communal de Fernelmont a approuvé la convention de partenariat conclue avec les Archives de l'État relative au tri, à l'inventaire et à la conservation des archives communales d'avant la fusion. La réalisation des inventaires, légalement requis avant tout dépôt, serait réalisée aux frais de la commune par l'équipe d'archivistes du projet " Archives locales de Wallonie " mené par les Archives de l'État. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux ¹⁴.

ACQUISITION

Les archives faisant l'objet du présent inventaire ont fait l'objet de plusieurs transferts de la commune de Fernelmont aux Archives de l'État à Namur entre le 10 mai et le 21 juin 2016.

14 Archives de l'État à Namur, Dossier central. Commune de Fernelmont et Dossier central, Commune de Forville.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives classées dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de l'administration communale de Forville entre 1886 et 1977 (1983).
Procédons par grandes séries d'archives :

Le Conseil communal et le Collège des bourgmestre et échevins

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

Finances et comptabilité

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats et factures de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales. Les communes sont également propriétaires de biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. Les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

Cadastre et rôles d'imposition

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des

rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

Affaires électorales

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises au jugement des tribunaux.

Milice

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet par l'Administration communale sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'Administration provinciale ou nationale, conservés aux Archives de l'État.

Voirie et infrastructure

L'Administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable ainsi que de l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

Enseignement

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la

scolarisation de la jeunesse locale.

Bienfaisance publique

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

Culte

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les 3 tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal :

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1).

Maréchal G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État (sauf par exemple pour les séries relatives à l'urbanisme, toujours d'usage courant pour les services communaux). En ce qui concerne les dossiers d'urbanisme, les Archives de l'État disposent des exemplaires de l'ancienne Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire ; pour des raisons évidentes de sécurité, les exemplaires communaux doivent être conservés à la commune. Il en va de même pour les registres de l'état civil, dont les Archives de l'État conservent l'exemplaire déposé au Greffe du Tribunal de première instance. Quant à l'atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et l'atlas des chemins vicinaux, ils sont indispensables au travail des services communaux et ont à ce titre également été conservés à la commune. Ils sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁵. Bien entendu, nous ne pouvons exclure le fait que quelques dossiers commencés avant 1976 et toujours utiles pour les services, comme certains dossiers relatifs à des travaux, soient encore conservés dans les bureaux.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient classées selon la classification décimale UGA. Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

15 Geoportail.wallonie.be.

16 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁷. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Gestion du patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sport et divertissements
- XIV. Développement de la vie économique
- XV. Mesures sociales et réglementation du travail
- XVI. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance, puis la Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives, selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

17 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|---|---|-----------|
| 1 | 1 - 3 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1898-1976.
7 novembre 1898 - 24 septembre 1952. | 1 volume |
| 2 | 20 octobre 1952 - 27 décembre 1972. | 1 volume |
| 3 | 9 mars 1973 - 6 décembre 1976. | 1 volume |
| 4 | Convocations et pièces annexes. 1968-1973. | 1 chemise |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- | | | |
|---|---|-----------|
| 5 | Registre aux délibérations. 12 octobre 1912 - 30 novembre 1976. | 1 volume |
| 6 | Minutes des rapports sur l'administration et la situation de la commune. 1963-1976. | 1 chemise |

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- | | | |
|---|--|-----------|
| 7 | Registre-indicateur des entrées et sorties de la correspondance administrative. 1948-1951. | 1 chemise |
|---|--|-----------|

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. SUPPRESSION

- 8 Dossier concernant un projet de fusion de communes autour de Noville-les-Bois et/ou de modification des limites des territoires des communes voisines. 1963-1966. 1 chemise

- 9 Dossier concernant le projet de fusion des communes mis en œuvre en 1977. 1972-1973. 1 chemise

2. TERRITOIRE

- 10 Pièces relatives à la modification de la dénomination des rues. 1961. 1 chemise

3. SCEAU

- 11 Lettre du gouvernement provincial de Namur donnant des précisions sur le sceau à utiliser sur les cartes d'identité. 1950. 1 pièce

4. PARTICIPATION À DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 12 Pièces concernant le paiement d'annuités à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux (SNCV) dans le cadre de la souscription faite en vue de la réalisation du chemin de fer vicinal d'Andenne à Éghezée. 1886- 1966. 1 chemise

- 13 Titre de coopérateur à l'Intercommunale namuroise de Télédistribution (INATEL). 1973-1974. 1 cahier

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 14 Dossier concernant la composition et la fixation des rémunérations des membres du Conseil communal et du Collège des bourgmestre et échevins. 1955-1975. 1 chemise

-
- 15 2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant admission en compte de la facture d'achat d'écharpes scabinales. 1952.
1 pièce
- 16 Dossier concernant la fixation du traitement du salaire du bourgmestre et des échevins. 1953-1971.
1 chemise
- 17 3. BOURGMESTRE
Pièces relatives à l'octroi d'une pension à Ernest Joseph Oger, bourgmestre, et à l'achat d'une gerbe de fleurs pour ses funérailles. 1959.
2 pièces
- C. PERSONNEL DES SERVICES*
- 18 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant octroi d'une indemnité pour frais funéraires aux ayants droit d'un agent définitif ou stagiaire. 1957.
1 pièce
- 19 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal contenant le statut pécuniaire des agents communaux. 1957-1974.
1 chemise
- 20 2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant décision de solliciter l'autorisation de créer un emploi de cantonnier-chauffeur. 17 octobre 1960.
1 pièce
- 21 Listes des employés communaux avec indication de leur rémunération déclarée. 1966-1967.
1 chemise
- 22 Fichier signalétique du personnel communal dressé en vue de leur intégration dans les bases de données du CIGER et correspondance relative à la convention intervenue entre la commune et cet organisme. 1970- 1971.

1 chemise

3. DOSSIERS DU PERSONNEL

23 - 28 DOSSIERS PERSONNELS DES AGENTS COMMUNAUX. 1948-1983.

- 23** Mme Shonne-Baudoul, commis au ravitaillement. 1948.
2 pièces
- 24** Techeur Georges, garde champêtre. 1948-1971.
1 chemise
- 25** Dock Théophile, cantonnier. 1948-1983.
1 chemise
- 26** Goffin Albert, secrétaire communal. 1948-1973.
1 chemise
- 27** Tilman Léon, garde champêtre. 1951.
1 pièce
- 28** Baudoul Désiré, receveur communal. 1956-1969.
1 chemise
- 29** *D. ARCHIVES*
Répertoire des archives. [Après 1976].
1 cahier

III. GESTION DU PATRIMOINE

A. BIENS IMMOBILIERS

- 30 Sommier des immeubles et des fermages. 1941-1976. 1 volume
- 31 Titres de propriété de diverses parcelles acquises en vue de
procéder à l'alignement des chemins n° 2, 6, 11 et 20 et copie de
l'arrêté royal autorisant la transaction. 1953. 1 chemise
- 32 Pièces concernant le rachat d'une rente qui était due à la
Commission d'assistance publique de Liège et provenant de la
Communauté du ban de Meeffe. 1953-1961. 1 chemise
- 33 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant
vente des deux serres du château de Seron. 30 août 1957. 1 pièce
- 34 Dossier concernant la vente d'un terrain communal à Mme Veuve
Émile Lamproye. 1960. 3 pièces
- 35 Dossier concernant la vente du fonds du terrain occupé par
Edmond Michel. 1962. 1 pièce
- 36 Dossier concernant la vente du château de Seron. 1962-1963. 1 chemise
- 37 Dossier concernant la donation d'un terrain contigu au jardin du
presbytère à l'ASBL Œuvres paroissiales du Doyenné de Leuze en
vue d'y construire une salle paroissiale. 1969-1970. 1 chemise
- 38 Dossier concernant la vente d'un fonds de maison à Carmen
Guillaume, veuve d'Alphonse Ducrot. 1970-1972. 1 chemise
- #### B. BIENS MOBILIERS
- 39 Pièces concernant la vente de peupliers. 1949 et 1953. 1 chemise
- 40 Dossier concernant la vente d'arbres. 1949-1957. 1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 41 Lettre de Marcel Wanet, receveur régional, au bourgmestre, demandant la transmission systématique de bons de commande avec les mandats et factures et rappelant l'usage qu'il doit être fait de ces bons. 12 février 1951. 1 pièce

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 42 42 - 45 BUDGETS. 1947-1976.
1947-1949. 1 chemise
- 43 1950-1959. 1 liasse
- 44 1960-1969. 1 liasse
- 45 1970-1976. 1 liasse
2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ
- 46 Registre des dépenses ordonnancées. 1956-1958. 1 volume
- 47 Journal livre de caisse. 1937-1943. 1 volume
3. EMPRUNTS
- 48 États des sommes revenant à la commune dans le montant des impôts directes et des taxes y assimilées et pièces connexes. 1947-1965. 1 chemise
- 49 49 - 50 REGISTRE DES EMPRUNTS. 1948-1971.
1948-1964. 1 volume

50	1959-1971.	1 volume
51	Dossier concernant les emprunts consentis par le Crédit communal de Belgique. 1950-1976.	1 liasse
52	Dossier concernant l'ouverture de crédit octroyée par le Crédit communal de Belgique pour faire face aux dépenses courantes en attendant le versement des sommes revenant à la commune du chef des subventions provenant de l'État et des centimes additionnels à certaines taxes. 1954-1972.	1 chemise
53	Comptes des emprunts effectués auprès du Crédit communal de Belgique. 1969-1977.	1 chemise
54	4. PLACEMENTS Certificats d'inscription nominative d'actions de la SA du Crédit de Hesbaye-Condroz pour favoriser l'Achat et la Construction d'Habitations à Bon Marché, à Éghezée. 1930.	1 chemise
<i>C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
55	55 - 74 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1949-1976. 1949.	1 chemise
56	1954.	1 chemise
57	1958.	1 chemise
58	1959.	1 chemise
59	1960.	1 chemise
60	1961.	

		1 chemise
61	1962.	1 chemise
62	1963.	1 chemise
63	1964.	1 chemise
64	1965.	1 chemise
65	1966.	1 chemise
66	1967.	1 chemise
67	1968.	1 chemise
68	1969.	1 chemise
69	1970.	1 chemise
70	1971.	1 liasse
71	1972.	1 liasse
72	1973.	1 liasse
73	1974.	1 chemise
74	1976.	1 chemise
75	Livre-journal. 1977.	1 chemise

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

76 - 79 COMPTES DE L'EXERCICE. 1946-1976.

76	1946-1949.	1 chemise
77	1950-1959.	1 liasse
78	1960-1969.	1 liasse
79	1970-1976.	1 liasse

80 - 86 PIÈCES JUSTIFICATIVES DU COMPTE DE L'EXERCICE. 1947-

80	1947.	1 liasse
81	1950.	1 liasse
82	1956.	1 liasse
83	1962.	1 liasse
84	1968.	1 liasse
85	1974.	1 liasse
86	1976.	1 liasse

3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

87	Dossier concernant la fixation du traitement du receveur régional. 1948-1976.	1 chemise
88	Pièces concernant la répartition et la fixation du traitement du receveur régional. 1950-1959.	

-
- 1 chemise
- 89 États de répartition des dépenses imputées sur les crédits au profit du receveur régional. 1973 et 1976.
1 chemise
- 90 Lettre du receveur régional Robert Haquenne à propos de la reddition des comptes de fin de gestion de feu Franz Wascotte, receveur régional. 1973.
1 pièce
- 91 Compte de fin de gestion remis par Francis Verborg, receveur régional sortant, à Paul Deheneffe, receveur régional entrant. 1977.
1 chemise
4. IMPOSITIONS ET TAXES
- A. IMPÔTS COMMUNAUX*
- 92 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal approuvés par la tutelle portant établissement de taxes communales ou de centimes additionnelles à des taxes de l'État ou de la province. 1948-1976.
1 chemise
- 93 Dossier concernant la fixation de l'indemnité à allouer à l'indicateur du cadastre ou au délégué de la péréquation cadastrale. 1949-1956.
1 chemise
- 94 Journal auxiliaire des impositions et taxes. 1951-1964.
1 chemise
- 95 États des contribuables en retard de payer les termes échus de leurs impositions communales directes. 1968-1970.
3 pièces
- B. IMPÔTS D'ÉTAT*
- 96 Dossier concernant la nomination d'un délégué communal à la commission fiscale. 1957-1972.
1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

A. CIMETIÈRES

97 Dossier concernant la fixation du prix des concessions dans le cimetière. 1956-1963. 3 pièces

98 Arrêté d'octroi d'une concession dans le cimetière. 1971. 1 pièce

B. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL

99 Correspondance relative à des mariages d'indigents. 1890-1897. 2 pièces

100 Dossier contenant les rapports consécutifs à la vérification des registres de l'état civil par le procureur du Roi. 1967-1974. 1 pièce

VI. POPULATION

A. REGISTRES DES ENTRÉES ET DES SORTIES

101	101 - 102 REGISTRES DES ENTRÉES. 1900-1976. 1900-1944.	1 volume
102	1945-1976.	1 volume
103	Registre des sorties. 1939-1977.	1 volume

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

104	104 - 107 STATISTIQUES ANNUELLES SUR LE MOUVEMENT DE LA POPULATION. 1948-1976. 1948-1949.	1 chemise
105	1950-1959.	1 chemise
106	1960-1969.	1 chemise
107	1970-1976.	1 chemise
108	Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal fixant l'indemnité attribuée au garde champêtre dans le cadre des opérations du recensement général de la population. 1962.	3 pièces
109	Résultats des opérations de recensement de la population au 31 décembre 1970. 1971.	1 chemise
110	Dossier concernant le recensement des logements au 31 décembre 1970. [1971].	1 chemise
111	C. POLICES DES ÉTRANGERS Registre spécial des étrangers. 1933-1965.	

1 volume

- 112 Dossier concernant l'entrée ou la sortie d'étrangers sur le territoire communal et la délivrance des cartes d'identité d'étranger. 1933-1975.
1 chemise
- 113 Registre de contrôle des certificats d'inscription au registre des étrangers. 1971-1976.
1 cahier

VII. AFFAIRES ÉLECTORALES

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

114	114 - 118 LISTES DES ÉLECTEURS AUX CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSEILS PROVINCIAUX ET CONSEILS COMMUNAUX. 1961-1978. 1961.	1 cahier
115	1963.	1 cahier
116	1965.	1 cahier
117	1968.	1 cahier
118	1970-1972.	1 cahier
118 /1	1976-1978.	1 cahier
119	Pièces concernant la confection de la liste des jurés de la Cour d'assises de la province de Namur. 1969.	2 pièces

B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

120	120 - 122 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1952-1965. 12 octobre 1952. 1952.	1 chemise
121	12 octobre 1958. 1958.	1 chemise
122	11 octobre 1964. 1964-1965.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

123	123 - 153 DOSSIERS DE LEVÉES DE MILICE. 1923-1979. 1923.	1 chemise
124	1924.	1 chemise
125	1925.	1 chemise
126	1926.	1 chemise
127	1927.	1 chemise
128	1928.	1 chemise
129	1929.	1 chemise
130	1930.	1 chemise
131	1931.	1 chemise
132	1932.	1 chemise
133	1933.	1 chemise
134	1934.	1 chemise
135	1935.	1 chemise
136	1936.	1 chemise

137	1937.	1 chemise
138	1938.	1 chemise
139	1939.	1 chemise
140	1940.	1 chemise
141	1941.	1 chemise
142	1942.	1 chemise
143	1943.	1 chemise
144	1950.	1 chemise
145	1971.	1 chemise
146	1972.	1 chemise
147	1973.	1 chemise
148	1974.	1 chemise
149	1975.	1 chemise
150	1976.	1 chemise
151	1977.	1 chemise
152	1978.	1 chemise
153	1979.	

-
- 1 chemise
- 154 Registre reprenant la reproduction textuelle des feuillets individuels n° 1 liés à la réserve de recrutement de la milice nationale, levées de 1940 à 1979. 1939-1979.
1 volume
- 155 Pièces relatives aux exemptions, aux ajournements et aux militaires en congé illimité. 1948-1960.
1 chemise
- 156 Registre des militaires en congé illimité. 1948-1970.
1 liasse
- 157 Registre des demandes d'indemnités de milice et ses pièces annexes. 1954-1976.
1 chemise
- B. MESURES EN TEMPS DE GUERRE*
- 158 Liste des personnes de la commune embauchées pour l'Allemagne. 1942.
1 pièce

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE RURALE

1. ÉQUIPEMENT

- 159 Dossier ayant trait à la fourniture d'équipement au garde champêtre et à la fixation d'indemnités de déplacement, de vélo, de résidence et de foyer. 1950-1972. 1 chemise

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 160 Registre des autorisations délivrées en matière d'ouverture de pigeonniers. 1950-1970. 1 cahier

- 161 Registre destiné à l'inscription des autorisations d'installer des colombiers. 1950-1970. 1 volume

- 162 Arrêtés communaux et règlements de police. 1955-1957. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

- 163 Registre des condamnations judiciaires. 1902-1941. 1 volume

B. SERVICE D'INCENDIE

1. GÉNÉRALITÉS

- 164 Dossier concernant l'affiliation de la commune au Groupe régional d'incendie d'Éghezée. 1957. 1 chemise

2. EXÉCUTION DES TÂCHES

165 - 166 DOSSIERS CONSÉCUTIFS AUX VISITES DE PRÉVENTIONS RÉALISÉES PAR LE SERVICE RÉGIONAL D'INCENDIE. 1971-1974.

- 165 Salle de danse, rue de la Libération. 1971. 2 pièces

- 166 Home-Pension de famille Au Bon Repos. 1974. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

167 - 171 DOSSIERS DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1964-1977.

167	Détention d'explosifs. 1964.	1 chemise
168	Porcherie. 1967.	1 chemise
169	Porcherie. 1970.	1 chemise
170	Tank de 1.000 litres de propane. 1976.	1 chemise
171	SA Codex, garage. 1977.	1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

172 Pièces relatives à l'achat d'un camion par la commune. 1960-1961.
1 chemise

173 Lettre adressée au Ministre de l'Intérieur sollicitant une
intervention de l'État à titre d'aide extraordinaire pour divers
travaux réalisés. 1974.
1 pièce

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

174 Dossier concernant les travaux de rafraîchissement des peintures
du presbytère, de la salle communale et des logements scolaires
de Forville et de Seron. 1961.
1 chemise

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

175 Dossier concernant des travaux de restauration de l'école des filles.
1948-1953.
1 chemise

176 Dossier concernant l'attribution du nettoyage des classes et la
fixation du traitement du préposé. 1950-1972.
1 chemise

177 Dossier concernant des travaux de réfection du mur séparant la
cour de l'école des filles à Seron de la cour du logement scolaire.
1961.
1 chemise

178 Dossier concernant des travaux d'aménagement des sanitaires à
l'école des garçons. 1974-1975.
1 chemise

179 Lettre du bourgmestre adressée à la SA Compagnie des
propriétaires réunis à propos d'un sinistre survenu au pôle de la
classe gardienne de Seron. 1976.
1 pièce

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME

- 180** Dossier concernant des travaux d'aménagement d'une salle des fêtes au château de Seron ainsi que l'éventualité d'une vente du château. 1960-1964.
1 chemise
- 181** Dossier concernant un projet d'aménagement d'un camping en collaboration avec le Bureau économique de la province de Namur (BEP). 1971-1972.
1 chemise
- 182 - 183 DOSSIER CONCERNANT LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UN BÂTIMENT SIS À SERON, RUE DE LA CHAPELLE, EN SALLE DES FÊTES. 1971-1975.*
- 182** Projet, métrés, adjudication et correspondance. 1971-1975.
1 chemise
- 183** Demande de permis de bâtir. 1972-1973.
1 chemise
- ### 4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE
- 184** Pièces concernant des travaux de réfection du clocher de l'église de Seron. 1948-1949.
2 pièces
- 185** Dossier concernant des travaux d'aménagement ou de restauration du presbytère. 1950, 1967-1969.
1 chemise
- 186** Dossier concernant les travaux de réfection du mur du cimetière. 1951-1958.
1 chemise
- 187** Dossier concernant des travaux de renouvellement de la toiture de l'église de Seron. 1960-1962.
1 chemise
- 188** Cahier des charges relatif à des travaux de réparation de la toiture et du système d'évacuation des eaux pluviales à l'église de Forville. 1961.
1 chemise
- 189** Dossier concernant la mise en peinture et le plafonnage des églises de Forville et Seron. 1963-1981.

-
- 1 chemise
- 190** Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à l'admission en compte de factures pour la restauration du presbytère. 1969.
1 pièce
- 191** Dossier concernant le plafonnage et l'amélioration de la suspension des cloches à l'église de Forville. 1971-1975.
1 chemise
- 192** Dossier concernant des travaux d'installation du chauffage dans les églises Saint-Lambert à Forville et Saint-Laurent à Seron. 1972-1975.
1 chemise
- 193** Dossier concernant des travaux de renouvellement des toitures et de la peinture ainsi que le renforcement de la suspension des cloches de l'église de Forville. 1972-1977.
1 chemise
- 194** 5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)
Dossier concernant le financement de l'installation d'un abri d'autobus en collaboration avec la Société nationale des Chemins de fer vicinaux (SNCV). 1972-1973.
1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS)*
- 195** 1. GÉNÉRALITÉS
Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait au financement de l'arpentage des chemins communaux. 1950.
1 pièce
- 196** Pièces relatives à des demandes émanant de particuliers ou à des sollicitations diverses provenant des autorités supérieures 1955-1974.
1 chemise
- 197** États indiquant la superficie de la voirie de la commune et correspondance afférente. 1958-1976.
1 chemise

-
- 198** 2. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE
Dossier concernant un projet d'amélioration des chemins n° 10 et 23. 1910.
1 chemise
- 199** Dossier concernant un projet d'amélioration du chemin n° 31. 1910.
1 chemise
- 200** Dossier concernant un projet d'amélioration du chemin n° 25. 1910-1911.
1 chemise
- 201** Arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial classant de grande communication les chemins ordinaires n° 23 et 10. 7 mai 1948.
1 pièce
- 202** Pièces relatives à l'incorporation dans la voirie communale de la route Branchon-Forville. 1950.
2 pièces
- 203** Dossier concernant un projet d'amélioration des chemins n° 18, 20 et 21. 1950-1951.
1 chemise
- 204** Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à la mise en régie des travaux d'entretien des chemins. 1950 et 1951.
2 pièces
- 205** Dossier concernant des travaux d'entretien des chemins de grande communication n° 21 (1er lot) et d'entretien extraordinaire (2e lot). 1950-1955.
1 chemise
- 206** Dossier concernant un projet d'amélioration du chemin de grande communication n° 20 dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan général d'alignement et divers travaux connexes. 1950-1964.
1 liasse
- 207** Dossier concernant la réalisation d'un ponceau dans le cadre du chantier d'amélioration du chemin de grande communication n° 20. 1951.
1 chemise
- 208** Dossier concernant l'action en justice intentée par Marie Gobain

-
- tendant à obtenir réparation des dommages subis lors de la réalisation de travaux de voirie. 1951-1961. 1 liasse
- 209 Procès-verbaux de réception unique de travaux d'entretien de chemins effectués durant l'année 1951. 1952. 3 pièces
- 210 Engagement consentis par des particuliers d'abattre un mur situé sur la parcelle cadastrée section A, n° 288m. 1957. 1 pièce
- 211 Dossier concernant un projet de réfection extraordinaire du chemin ordinaire n° 25. 1959-1962. 1 chemise
- 212 Dossier concernant des travaux d'amélioration et de réfection ordinaires aux chemins n° 5, 7, 15, AB, 14, 12, 33 et au sentier n° 57. 1960-1962. 1 chemise
- 213 Lettre adressée au ministre des Travaux publics sollicitant un subside pour la réfection du chemin de grande communication n° 22. 1961. 2 pièces
- 214 Convention signée entre la commune et le Ministère des Travaux publics relative à l'établissement d'un feu orange clignotant au carrefour des routes 43 et 524 et correspondance afférente. 1961. 3 pièces
- 215 Lettre d'un particulier sollicitant l'intervention financière de la commune suite à des dégâts qu'il a encourus avec sa voiture et qu'il attribue au défaut d'entretien de la voirie. 1961. 3 pièces
- 216 Dossier concernant la réalisation de travaux en régie par des chômeurs. 1962-1966. 1 chemise
- 217 Dossier concernant un projet d'amélioration et de réfection extraordinaire des chemins n° 5, 7, 15, AB, 14 et 12. 1962-1966. 1 chemise
- 218 Dossier concernant un projet de réfection extraordinaire du chemin de grande communication n° 22. 1963-1965. 1 chemise
- 219 Dossier concernant des travaux de réfection à réaliser à divers

-
- chemins et d'aménagement d'un parking. 1965-1966. 1 chemise
- 220 Dossier concernant des travaux de réfection ordinaire des chemins n° 10, 16 et 80. 1967-1968. 1 chemise
- 221 Dossier concernant des travaux de réfection extraordinaire des chemins n° 2 et 25 (partie). 1969. 1 chemise
- 222 Pièces relatives à des aménagements à la voirie à réaliser en régie. 1970-1971. 1 chemise
- 223 Dossier concernant un projet de réfection extraordinaire du chemin de Robu. 1971-1972. 1 chemise
- 224 Dossier concernant un projet de réfection extraordinaire de divers chemins. 1974-1976. 1 chemise
- 225 3. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES
Pièces relatives au classement des cours d'eau non navigables de la commune par décision de l'autorité provinciale. 1954-1956. 1 chemise
- 226 Pièces concernant l'inspection ordinaire et le suivi des cours d'eau. 1954-1957. 1 chemise
- 227 Lettre d'un particulier sollicitant un nettoyage du ruisseau situé chemin de la Saule Bastrée. 1963. 2 pièces
- 228 Cahier spécial des charges régissant les travaux de curage, de mise sous gabarit et de réparation des cours d'eau non navigables de première catégorie de la province de Namur. 1963. 1 chemise
- 229 Dossier concernant les travaux de curage du ruisseau de Pontillas. 1966. 1 chemise
- 230 Dossier concernant la détermination des points auxquels le bassin hydrographique atteint au moins 5.000 hectares et la

détermination des points d'origine. 1969.

1 chemise

231 Pièces relatives à la demande de Louis Leloup visant à obtenir la couverture du ruisseau situé au chemin dit de La Libération. 1971.

1 chemise

232 Devis de réparation du ponceau de Montigny. 1974.

1 pièce

D. TRAVAUX CONCERNANT LES CONCESSIONS DE VOIRIE POUR LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

233 Dossier concernant l'établissement d'une distribution d'eau puis sa gestion par la Société nationale des Distributions d'eau (SNDE). 1948-1976.

1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE PUBLIC

234 Dossier concernant l'approvisionnement en électricité et l'amélioration du réseau électrique. 1948-1976.

1 liasse

235 Dossier concernant le renforcement du réseau électrique par l'Association intercommunale namuroise d'Électricité (INEL). 1957-1959.

1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PLANS DE SECTEUR

236 Dossier concernant le projet d'établissement du plan de secteur de Namur. 1968-1970.

1 chemise

2. PERMIS DE BÂTIR

237 Plans d'aménagements à réaliser à la propriété de M. et Mme A. Goffin-Carlier, secrétaire communal. 1950-1951.

2 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 238 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'organisation d'une distribution de prix. 1949-1950. 2 pièces
- 239 Dossier concernant l'ouverture d'une classe gardienne communale. 1950 et 1954. 1 chemise
- 240 Lettre du médecin inspecteur scolaire ordonnant la fermeture de l'école gardienne suite à une épidémie de rougeole régnant dans Forville. 1955. 1 pièce
- 241 Pièces concernant la remise de drapeaux aux écoles par la Fédération nationale des Combattants, sections d'Éghezée, Champion et Noville-les-Bois. 1958. 2 pièces
- 242 Dossier concernant la distribution des livres de la bibliothèque itinérante et concernant la gestion de la bibliothèque publique. 1963-1971. 1 chemise
- 243 Correspondance échangée avec la Société mutuelle des administrations publiques (SMAP) à propos d'un accident survenu à un élève par suite de l'absence de pare-feu au poêle de la classe de primaire. 1966-1967. 2 pièces
- 244 Liste des améliorations possibles soumises par l'école primaire communale des filles à l'administration communale. 1971. 1 pièce
- 245 Correspondance échangée avec l'inspecteur principal de l'enseignement à propos de la situation des écoles de la commune. 1972. 3 pièces
- 246 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant suppression de la deuxième classe gardienne annexée à l'école des filles de Seron. 1972. 1 pièce

B. BÂTIMENTS

- 247 Lettre du bourgmestre à l'inspecteur-directeur du Service provincial des Bâtiments relative à la volonté d'agrandir l'école et comprenant le tableau de la population scolaire. 1967. 2 pièces

C. ÉQUIPEMENT

- 248 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'acquisition de poêles pour les écoles. 1961, 1963 et 1971. 1 chemise
- 249 Dossier relatif à l'acquisition de matériel pédagogique. 1973-1977. 1 chemise

D. PERSONNEL

- 250 - 277 DOSSIERS PERSONNELS. (1923) 1955-1979.
- 250 Marie-Thérèse Dupagne-Henry, institutrice primaire. 1955. 1 chemise
- 251 Rosa Martin-Pirard, institutrice primaire en chef. 1955. 2 pièces
- 252 Marie Poskin-Longrée, institutrice primaire en chef. 1955-1959. 1 chemise
- 253 Léon Grégoire, instituteur primaire en chef. (1923) 1959. 1 chemise
- 254 Françoise Bertrand, institutrice gardienne provisoire. 1959. 2 pièces
- 255 Léon Grégoire, instituteur primaire en chef. 1959. 1 chemise
- 256 Achille Pirange, instituteur primaire en chef. 1959-1976. 1 chemise
- 257 Annie Lambert, institutrice gardienne provisoire. 1964. 2 pièces
- 258 Simonne Pont, institutrice gardienne intérimaire. 1966. 1 chemise
- 259 Monique Volont-Chasseur, institutrice gardienne. 1966-1974.

		1 pièce
260	Bernadette Geulette-Bridoux, institutrice gardienne. 1967.	2 pièces
262	Claude Dock, instituteur primaire provisoire. 1967.	1 chemise
263	Francis Gaseau, instituteur primaire intérimaire. 1967.	1 chemise
264	Anne-Marie Mottet, institutrice primaire temporaire. 1967.	3 pièces
265	Georgette Helin, institutrice gardienne intérimaire. 1968.	1 pièce
266	Suzanne Gilson-Feron, institutrice primaire provisoire. 1968.	1 pièce
267	Josette Boignet, maîtresse spéciale de morale laïque. 1969.	1 pièce
268	Georges Defoin, maître spécial de morale laïque. 1970.	2 pièces
269	Jacqueline Piette, institutrice gardienne intérimaire. 1970.	2 pièces
270	Bernadette Fonder, institutrice gardienne intérimaire. 1971.	1 pièce
271	Suzanne Dock, institutrice primaire intérimaire. 1971.	1 pièce
272	Jacqueline Gillet-Revelard, institutrice gardienne intérimaire. 1972-1975.	1 chemise
273	Danielle Damsin-Dhaeze, maîtresse de morale laïque. 1973-1975.	1 chemise
274	Marie-Paule Filée-Davin, maîtresse spéciale de morale laïque. 1973-1976.	1 chemise
275	Christiane Goreux-Banier, maîtresse de couture. 1976.	2 pièces

-
- 276 Suzanne Massart-Marique, institutrice primaire intérimaire. 1976.
1 pièce
- 277 Suzanne Gilson-Feron, institutrice primaire. 1977-1979.
1 chemise
- 278 Dossier concernant l'attribution des dispenses d'occupation du logement scolaire et de l'indemnité de logement. 1952-1960.
1 chemise
- 279 Dossier concernant les suppléments communaux de traitements. 1954-1957.
1 pièce
- 280 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à l'organisation d'une manifestation de reconnaissance à Rosa Martin-Pierard, institutrice en chef de l'école des filles. 8 janvier 1955.
1 pièce
- 281 Lettre reçue de La Chartre à propos de la classe à attribuer à l'institutrice en chef. 14 février 1955.
1 pièce
- 282 Tableau du personnel enseignant avec indication de leur fonction, état civil et carrière. [1960 ?-1970 ?].
1 pièce
- 283 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal portant remplacement d'Achille Pirange, chef d'école et instituteur à l'école des garçons. 1967 et 1971.
2 pièces
- E. FINANCES*
- 284 Dossier concernant l'attribution des subsides de fonctionnement. 1954-1976.
1 chemise
- 285 Comptes de l'enseignement primaire communal. 1969-1973.
1 chemise
- F. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ORDINAIRES*
- 286 Dossier concernant l'organisation de voyages scolaires et la liquidation des dépenses. 1953-1973.
1 chemise

-
- 287 Pièces concernant l'organisation d'un cours de gymnastique. 1956-1957.
2 pièces
- 288 Dossier concernant l'organisation et l'attribution du cours de morale laïque. 1970-1974.
1 chemise
- 289 Correspondance avec la direction de l'Institut de la Providence à Champion à propos de l'organisation et du compte des cours de natation des écoles communales. 1971.
2 pièces
- 290 Pièces concernant l'organisation de cours de natation. 1971-1972.
3 pièces
- G. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES*
- 291 Lettre de la directrice des Écoles ménagères agricoles ambulantes de Wallonie annonçant que la commune pourra obtenir une école ménagère pendant quatre mois en 1950 et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal afférent. 1949.
2 pièces
- 292 Dossier concernant l'organisation d'activités socio-culturelles dans le cadre de la semaine des cinq jours. 1971.
1 chemise

XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

- 293 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant octroi d'une participation communale à l'occasion de l'hommage à S.M. la Reine Élisabeth. 1957. 1 pièce
- 294 Pièces concernant l'octroi de subsides à la section régionale de Noville de la Fédération nationale des combattants (FNC). 1962 et 1968. 2 pièces
- 295 Dossier concernant l'octroi annuel d'un subside à l'amicale des anciens combattants ainsi qu'un subside pour la mise en lumière par cette société du monument aux morts. 1970-1976. 1 chemise
- 296 Dossier concernant l'octroi d'un subside à l'association des 3 x 20. 1974-1976. 2 pièces
- B. SPORT, DIVERTISSEMENTS, FESTIVITÉS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME*
- 297 Dossier concernant l'octroi d'un subside au club de football " Red Star Forvillois ". 1953, 1959, 1968-1976. 1 chemise
- 298 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant l'octroi d'un subside au Comité d'Initiative. 1955. 1 pièce
- 299 Dossier concernant la célébration des noces d'or. 1955-1974. 1 chemise
- 300 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la mise à disposition de jeux pour enfants. 1957. 1 pièce
- 301 Lettre de demande d'autorisation pour l'organisation d'une kermesse en faveur des personnes âgées par le Comité des fêtes de la jeunesse de Seron-Forville. 1971. 1 pièce
- 302 Dossier concernant l'octroi d'un subside à l'association colombophile " L'Avenir de Forville ". 1972-1973.

1 chemise

XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 303 Pièces concernant l'organisation du recensement agricole. 1946-1971.
1 chemise
- 304 État de paiement de primes aux cultivateurs de lin. 1964.
1 pièce
- B. ÉLEVAGE*
- 305 Dossier concernant la nomination d'un expert-inspecteur des viandes de boucherie. 1962.
3 pièces
- 306 Dossier concernant l'inventaire des oiseaux vivants prévu par l'arrêté royal du 20 juillet 1972. 1972.
1 chemise

XV. MESURES SOCIALES

A. GÉNÉRALITÉS

- 307 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal octroyant une subvention à la Ligue nationale contre la poliomyélite. 1957. 1 pièce
- 308 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à l'octroi du brevet de lauréat du travail. 1960 et 1973. 2 pièces
- 309 Contrat passé entre la commune et Godelieve Dandumont, assistante sociale, visant à établir une permanence sociale hebdomadaire dans la commune. 1971. 1 pièce
- 310 Dossier concernant l'intervention financière de la commune en vue de combler les déficits encourus par les hôpitaux publics. 1974-1976. 1 chemise
- B. AIDE À L'ENFANCE*
- 311 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal octroyant une subvention à l'Œuvre des enfants moralement abandonnés. 1957 et 1961. 2 pièces
- C. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES*
- 312 Registre des demandes de prestations relatives au revenu garanti aux personnes âgées. 1971-1976. 1 carnet
- 313 Copie d'une lettre du Ministère de la Santé publique et de la Famille annonçant l'agrément de la maison de repos pour personnes âgées " Au Bon Repos ", à Seron-Forville. 1976. 1 pièce
- D. AIDE AUX CHÔMEURS*
- 314 Dossier concernant la mise au travail des chômeurs. 1949-1975. 1 chemise

E. PENSIONS

- 315 - 316 REGISTRE AYANT TRAIT AUX PENSIONS DE VIEILLESSE
CONTENANT LES INSCRIPTIONS SANS ENQUÊTE ET LES
INSCRIPTIONS APRÈS ENQUÊTE SUR LES RESSOURCES. 1957-1975.
1957-1975. 1 volume
- 316 1962-1971. 1 volume
- 317 Registre des demandes de prestations tenu pour compte de l'Office
national des pensions pour travailleurs indépendants. 1963-1972.
1 cahier

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

- 365 Grosse de l'acte du notaire Auguste Amour Rasquin, à Forville, par lequel Maximilien Seressia, cultivateur, et son épouse Marie-Catherine Minette, ménagère, de Forville, déclarent se reconnaître débiteurs d'une rente annuelle et perpétuelle au profit du Bureau de bienfaisance de Forville. 17 janvier 1845.
- 2 pièces

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

- 318 Rapport annuel. 1926.
- 1 pièce

2. PERSONNEL

319 - 320 DOSSIERS CONCERNANT LES NOMINATIONS, L'INSTALLATION ET LES DÉMISSIONS DE MEMBRES DE LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE. 1931-1967.

- 319 1931-1951.
- 3 pièces

- 320 1953-1967.
- 1 chemise

- 321 Pièces relatives à l'exercice de la fonction de receveur par Octave Fabry. 1954-1966.
- 1 chemise

- 322 Pièces relatives à l'exercice de la fonction de secrétaire par Oscar Colot. 1956-1966.
- 1 chemise

- 323 Extrait du registre aux délibérations de la Commission d'assistance publique ayant pour objet la fixation du volume des prestations et le barème du receveur. 1956.
- 1 pièce

- 324 Pièces relatives à l'attribution de l'emploi de secrétaire de la Commission. 1961-1965.
- 1 chemise

-
- 325 Statut pécuniaire des agents de la Commission d'assistance publique. 1965. 1 chemise
- 326 Pièces relatives à l'exercice de la fonction de secrétaire par Louis Rouchet. 1966-1968. 1 chemise
- 327 Lettre du président de la Commission d'assistance publique ayant trait à la nomination d'un secrétaire pour ladite commission. 1969. 1 pièce
- 328 Pièces relatives à l'exercice de la fonction de secrétaire par Émile Filée. 1970-1976. 1 chemise
3. PATRIMOINE
- 329 Relevé des biens immobiliers possédés par la Commission d'assistance publique. [1920-1940]. 1 cahier
- 330 Pièces relatives au legs fait par Mme Lacroix-Poncin. 1953-1955. 1 chemise
- 331 Pièces relatives au legs manuel fait par le notaire et Mme Buchet. 1957. 3 pièces
- 332 Engagement relatif à une acquisition d'emprise nécessaire pour l'amélioration du carrefour de la route de l'État. 1959. 1 pièce
4. FINANCES
- A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT
- 333 333 - 337 Budgets. 1936-1977. 1936 et 1939. 2 cahiers
- 334 1942. 1 cahier
- 335 1951-1958. 1 chemise

336	1961-1969.	1 chemise
337	1970-1977.	1 chemise
338	Pièces relatives à l'examen des comptes et budgets. 1955-1970.	1 chemise
339	Journal livre de caisse. 1960-1966.	1 volume
<i>B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR</i>		
340	340 - 345 Comptes. 1927-1976. 1927.	1 cahier
341	1934, 1936-1938.	1 chemise
342	1942, 1944, 1947, 1949.	1 chemise
343	1950, 1952-1959.	1 chemise
344	1960-1969.	1 chemise
345	1970-1976.	1 chemise
346	346 - 351 Pièces justificatives du compte. 1946-1967. 1946.	1 chemise
347	1947.	1 chemise
348	1950.	1 chemise
349	1956.	1 chemise

-
- 350 1962. 1 chemise
- 351 1967. 1 chemise
- 352 Minute d'une délibération de la Commission d'assistance publique ayant trait au compte de clerc à maître rendu par les héritiers de Joseph Poskin, receveur décédé, à Octave Fabry, receveur entrant. [1954]. 1 pièce
- 353 Compte de clerc à maître rendu par Octave Fabry, receveur sortant, à Franz Wascotte, receveur entrant, et inventaire des documents remis. 1966. 1 chemise
- 354 Correspondance générale reçue par le receveur. 1966-1974. 1 chemise
- 355 Compte de fin de gestion rendu par les héritiers de Franz Wascotte, receveur décédé, à Francis Verborg, receveur entrant. 1972. 1 chemise
- 356 5. EXÉCUTION DES TÂCHES
Dossier concernant des aides et interventions octroyées à des habitants de la commune. 1934-1956. 1 chemise

XVII.FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINT-LAMBERT

A. PERSONNEL

357 Pièces relatives à la nomination et la fixation du traitement du personnel d'église. 1976. 2 pièces

B. PATRIMOINE

358 Arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial autorisant la Fabrique à accepter une donation réalisée par Augusta Choukart-Vanhulst. 1955. 1 pièce

C. FINANCES

359 359 - 360 BUDGETS. 1961-1977. 1961-1969. 1 chemise

360 1970-1977. 1 chemise

361 361 - 363 COMPTES. 1959-1976. 1959. 1 cahier

362 1960-1961 et 1963-1969. 1 chemise

363 1970-1976. 1 chemise

D. OBLIGATIONS COMMUNALES VIS-À-VIS DE LA PAROISSE

364 Extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique sollicitant l'octroi de crédits spéciaux. 1955, 1966-1967 et 1975. 1 chemise